

Israël veut-il d'un État palestinien indépendant ?

Quelques jours avant le décès de Yasser Arafat, le 11 novembre 2004, Elie Wiesel, écrivain et prix Nobel de la Paix en 1986, fait une déclaration retentissante. A ses yeux, « avec la sortie de Yasser Arafat disparaît le plus grand obstacle à la paix entre Israël et les Palestiniens. » Pour Elie Wiesel, la disparition du président de l'Autorité palestinienne et de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) « marque le début d'une nouvelle ère d'espérance au Proche-Orient. »⁽¹⁾

Au-delà de l'indélicatesse des propos tenus alors que le mourant est encore vivant, cette sortie médiatique révèle la manière dont était perçu le dirigeant palestinien.

Deux ans après le décès de Yasser Arafat, tous les observateurs s'accordent à dire que le processus de paix n'a pas progressé. Pourtant le président de l'Autorité palestinienne était présenté comme celui qui refusait de faire la paix.

À l'exception d'Itzhak Rabin, avec qui il signa les accords d'Oslo en 1993, ce qui lui coûtera la vie⁽²⁾, aucun homme politique israélien n'a jamais considéré Yasser Arafat comme un chef ou futur chef d'État. Israël a même projeté à plusieurs reprises de l'assassiner comme un dangereux terroriste. D'ailleurs, les autorités israéliennes n'ont pas hésité à l'assiéger à partir de 2001. Bloqué par les chars de Tsahal (l'armée israélienne), il ne pouvait pas quitter la *Mouqata'a*, son quartier général à Ramallah, en Cisjordanie.

Israël n'a jamais, non plus, reconnu l'existence d'un État palestinien dans les frontières de 1967⁽³⁾ ; tout comme il n'a jamais reconnu *Al-Qods* – Jérusalem-est, la partie arabe de la ville – comme capitale du futur État palestinien.

La gestion israélienne du conflit l'opposant, depuis plus d'un demi-siècle aux palestiniens et ses voisins arabes, soulève une question primordiale. Israël veut-il, à ses frontières, d'un État palestinien indépendant, souverain et économiquement viable ?

Le 12 septembre 2005, Tsahal se retire de la bande de Gaza après trente-huit ans d'occupation. Toutefois, l'espace aérien et la façade maritime de ce territoire palestinien demeurent sous le contrôle d'Israël. De plus, ce retrait décidé de manière unilatérale par le Premier ministre Ariel Sharon, n'empêche pas le gouvernement israélien d'entériner, au courant de l'année 2005, la construction de plus de trois mille cinq cents logements supplémentaires dans la colonie de Maalé-Adoumim, près de Jérusalem-est. Cette décision d'extension de la colonie est prise dans le cadre du plan de développement de Maalé-Adoumim dont l'objectif est de relier l'agglomération aux quartiers de Jérusalem-est occupés et annexés depuis 1967.⁽⁴⁾ Mille deux cents hectares sont ainsi alloués à la construction de ces trois mille cinq cents logements.

Pourtant la « feuille de route », plan de paix adopté en 2003 sous l'égide du Quartet (les États-Unis, la Russie, l'Union européenne et les Nations unies) impose à Israël le gel des constructions de colonies en Cisjordanie. Les autorités israéliennes ne se considèrent pas tenu par le respect des engagements pris auprès du Quartet. En effet, Israël impose aux Palestiniens l'arrêt total des actes terroristes comme condition *sine qua none* pour l'application de la « feuille de route ».

⁽¹⁾ Propos cités par Le Monde du 6 novembre 2004.

⁽²⁾ Itzhak Rabin est assassiné en 1995 par un extrémiste israélien.

⁽³⁾ La bande de Gaza et la Cisjordanie appelées communément « les territoires occupés ».

⁽⁴⁾ La ville de Maalé-Adoumim est distante de Jérusalem-est d'une dizaine de kilomètres. Avec ses 25 000 habitants, elle est la plus importante colonie de peuplement en Cisjordanie.

« Savoir lire et écrire rend libre. »

Ehud Olmert, qui a succédé à Ariel Sharon au poste de Premier ministre, poursuit la politique de colonisation de la Cisjordanie pratiquée par tous ses prédécesseurs. Le 26 décembre 2006, le gouvernement israélien autorise la construction d'une nouvelle colonie de trente maisons en Cisjordanie.^[5] Les autorités israéliennes prévoient de couper la Cisjordanie de la partie orientale de la ville de Jérusalem où les Palestiniens souhaitent établir la capitale de leur Etat.

L'Etat israélien gère le conflit de manière unilatérale. D'un côté, il démantèle les colonies juives de la bande de Gaza et érige un mur pour délimiter son territoire ; d'un autre côté, il poursuit la colonisation de la Cisjordanie et intensifie son action militaire dans les territoires occupés.^[6] L'avocat Dov Weisglass, qui fut le principal conseiller d'Ariel Sharon, estime que *«le désengagement représente le formol. Il fournit la quantité nécessaire de cette solution pour éviter un processus politique avec les Palestiniens.»*^[7] Il explicite les motivations du retrait israélien de la bande de Gaza. *«Le processus de paix signifie la création d'un Etat palestinien, le démantèlement des colonies [de Cisjordanie], le retour des réfugiés, le partage de Jérusalem. Tout est gelé maintenant.»*^[8]

Dès l'annonce des résultats des élections législatives palestiniennes, organisées le 25 janvier 2006, et la victoire du Mouvement de la résistance islamique (le Hamas), Israël décide de geler le versement du produit des taxes douanières qu'il perçoit au nom de l'Autorité palestinienne. L'Etat hébreu dénonce l'entrée des membres du Hamas dans le nouveau gouvernement palestinien. Il considère l'organisation islamiste palestinienne comme une menace pour sa sécurité.^[9] Pourtant la victoire du Hamas n'est pas entachée de trucage. Les élections du 25 janvier 2006 ont été jugées parfaitement démocratiques par les huit cent cinquante observateurs internationaux présents sur place lors de la tenue du scrutin.

En procédant fréquemment au bouclage des territoires occupés et en imposant l'interdiction de circulation aux Palestiniens entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, Israël contraint les ministres palestiniens à se réunir simultanément à Gaza-ville et à Ramallah et à recourir à la visioconférence. En guise de représailles à l'enlèvement du caporal Gilad Shalit le 25 juin 2006, Israël procède à l'arrestation de quatre ministres et vingt-huit députés palestiniens, tous membres du Hamas. Nasser Shaer, Vice-premier ministre, est arrêté le 21 août, quinze jour après Aziz Doueik, président du Parlement palestinien.

Depuis longtemps, une véritable guerre oppose le Hamas à Israël. En réponse aux lancements de roquettes depuis les territoires occupés et les attentats-suicides, Israël organise des opérations d'assassinats dits ciblés, qui depuis 2003 visent également les responsables politique du Hamas. En mars 2004, Cheikh Yassine, fondateur du Hamas, est ainsi assassiné. Un mois plus tard, Abdelaziz Rantissi qui lui a succédé à la tête du mouvement islamiste meurt à son tour, victime d'un attentat.

De son côté le Hamas, même s'il a décrété un cessez-le-feu depuis 2005, n'a jamais officiellement renoncé à la violence et n'est pas prêt de désarmer ses différentes milices. Le Mouvement de la résistance armée refuse également de reconnaître l'État d'Israël et

^[5] Dépêche AFP du 26 décembre 2006.

^[6] Depuis le début de la seconde Intifada (2000), la répression israélienne dans les territoires occupés a fait quatre mille cinq cents morts (Chiffre cité par *Le Monde diplomatique*, Paris, décembre 2006).

^[7] Entretien accordé au quotidien *Haaretz*, Tel Aviv, 8 octobre 2004.

^[8] Ibid.

^[9] Le Hamas est également inscrit, depuis septembre 2003, sur la liste européenne des organisations terroristes.



« Savoir lire et écrire rend libre. »

rejette tous les accords de paix passés. Ainsi les dirigeants israéliens ne peuvent que se satisfaire de la situation qui prévaut dans les territoires palestiniens, des règlements de compte armés entre les membres du Hamas et du Fatah, les deux principaux mouvements politiques palestiniens et de leur incapacité à constituer un gouvernement d'union nationale.

Dans son éditorial du 14 juillet 2006 – tout un symbole – le quotidien français *Le Monde* s'interroge sur les desseins du gouvernement israélien. «*Concernant la Palestine, on peut [en outre] se demander si Olmert ne souhaite pas, malgré ses démentis, détruire le gouvernement – élu – du Hamas.* » La véritable question qui se pose au sujet du conflit israélo-palestinien est de savoir si Israël envisage réellement la création d'un État palestinien.

© Youssef Jebri, janvier 2007.